APPEL DE L'EST

UNE CAMPAGNE ESTIVALE CONTRE LES HYDROCARBURES

JOURNAL N°1 - MAI

L'APPEL

Aux écologistes, communautés autochtones, allié.e.s, ami.e.s, camarades

Plusieurs groupes s'organisent depuis quelques temps contre l'extraction des hydrocarbures, les pipelines et le transport ferroviaire et maritime de pétrole. Il ne faut pas se fier sur la "bonne volonté" des dirigeant.e.s; comme l'exploitation des gaz de schiste a été bloqué par un mouvement populaire, c'est par la mobilisation et notre opposition que nous arrêterons ces projets!

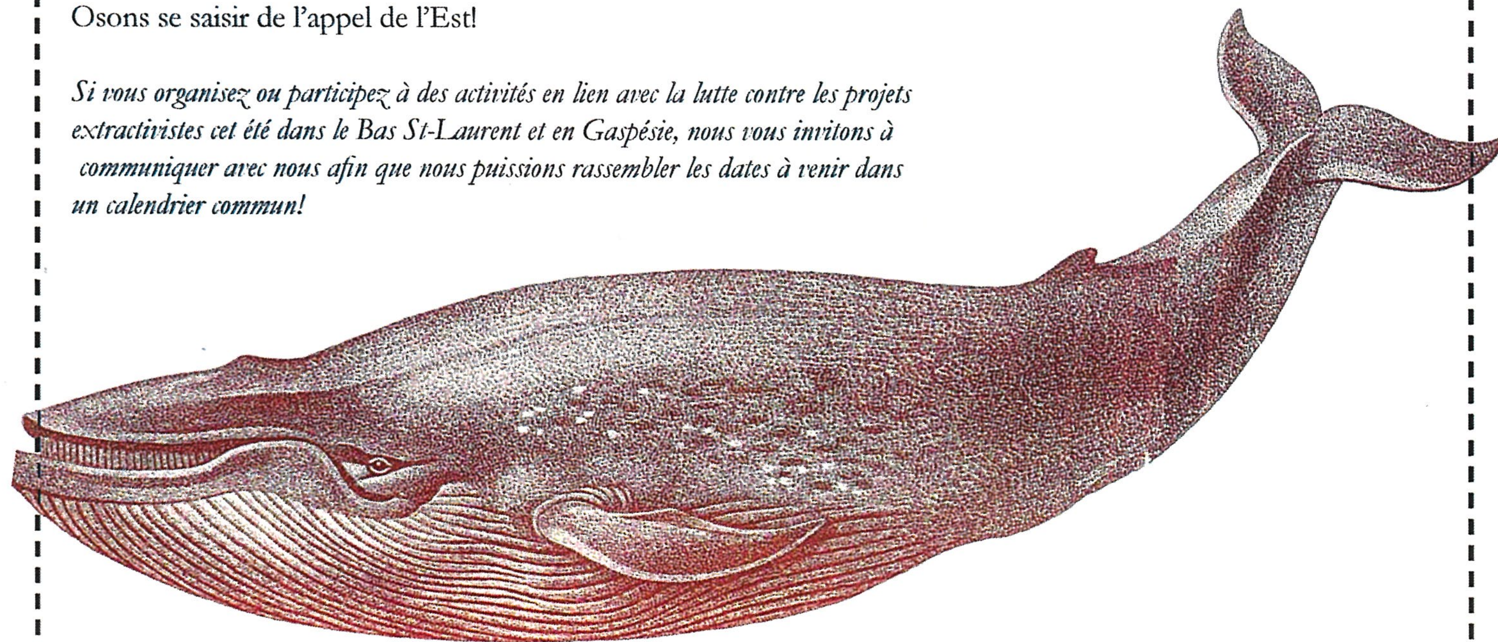
Des campements se sont tenus, beaucoup de sensibilisation a été faite par divers groupes écologistes, des manifestations et des marches ont eu lieu dans plusieurs villes, le projet de port pétrolier de Cacouna a été freiné par la mobilisation populaire et bien d'autres actions ont déjà contribué au ralentissement de ces projets néfastes.

Dans la foulée de ces événements et pour donner un coup de fouet à la mobilisation, les comités Printemps 2015, l'ASSÉ, et plusieurs autres groupes activistes appellent à une campagne à travers la Gaspésie et le Bas St-Laurent cet été. Durant les mois de juillet et août, plusieurs activités auront lieu dans ces régions. Celles-ci nous serviront à converger, partager et stopper le saccage qui s'y déroule.

Le temps presse, les projets pétroliers s'installent de plus en plus et une fois qu'ils y sont, il est encore plus difficile de les arrêter. Ces compagnies provoquent la catastrophe et il est impératif de tirer le frein d'urgence. Leur transformation du monde en dépotoir ne connaît pas de vacances; saisissons les nôtres comme occasion de résister joyeusement.

Osons se saisir de l'appel de l'Est!

Si vous organisez ou participez à des activités en lien avec la lutte contre les projets extractivistes cet été dans le Bas St-Laurent et en Gaspésie, nous vous invitons à communiquer avec nous afin que nous puissions rassembler les dates à venir dans un calendrier commun!



www.appeldelest.org

appeldelest@riseup.net

Une invitation à se lier dans la lutte

L'appel de l'Est vise à ouvrir une campagne contre les divers projets de l'économie pétrolière. Il est basé sur un calendrier malléable dans lequel il est possible d'ajouter des activités locales afin d'accroître leur visibilité. L'appel de l'Est n'est donc pas un groupe à proprement parler : Cette idée de convergence s'inscrit dans l'esprit des différentes discussions qui ont récemment eu lieu entre des groupes écologistes, anti-coloniaux et étudiants. Le but est de soutenir la création d'un momentum dans les mois de juillet et d'août, notamment en Gaspésie et dans le Bas St-Laurent. Nous désirons attirer plus d'attention sur les projets pétroliers dévastateurs. Il s'agit donc d'un appel qui vise d'une part la rencontre de différents groupes luttant de façon parallèle, et d'autre part à multiplier les actions qui se font de façon autonome, mais qui partagent une sensibilité commune face à l'exploitation et le transport du pétrole.

> « *En joignant nos initiatives, nous augmenterons la pression!* »

Plusieurs projets d'envergure s'élaborent en ce moment dans ces régions. Que ce soit l'inversion du pipeline de la ligne 9, l'augmentation du transport pétrolier par voies ferroviaires ou encore les nouveaux développements de puits de forage, ces projets aggravent nécessairement la crise climatique, nuisent à l'environnement immédiat et sont dangereux pour les communautés qui vivent à proximité. De plus, ces projets se déroulent sur des territoires non-cédés appartenant aux peuples autochtones. C'est en complet non respect de leurs modes de vie et de leurs communautés que se déroule ce saccage. Le temps presse, et le point de non-retour arrive à pas de géant.

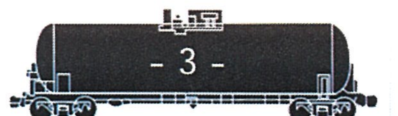
Nous vous invitons à vous saisir de l'Appel de l'Est en organisant des activités en Gaspésie, dans le Bas St-Laurent ou ailleurs au Québec, cet été. En joignant nos initiatives, nous augmenterons la pression. Que ce soit une conférence, un atelier, un camp de formation, une action de blocage, une tournée de partage d'informations et de réflexions, un événement festif et/ ou un événement artistique, écrivez-nous pour que nous puissions l'annoncer.

Finissons-en avec la dépendance au pétrole et abolissons notre esprit colonialiste! Lions-nous afin d'être plus fort-e-s et de nous opposer à la catastrophe que le gouvernement et les compagnies pétrolières se proposent de provoquer!

Que se mettent en place les alternatives et les oppositions à ces projets!



Solidarité, toujours. - L'Appel de l'Est



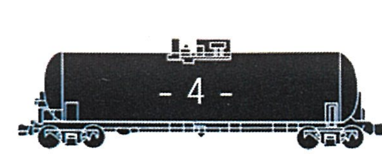
Refuser la fin du monde

Notre image du futur, qui n'était déjà pas rose, s'est considérablement assombrie ces dernières années. Il ne se passe plus une journée sans que de nouvelles catastrophes viennent nous rappeler à quel point la situation environnementale a atteint un point critique. Déraillements explosifs de trains pétroliers, fuites de gaz naturel transporté dans des oléoducs vieillissants, déversements de carburant par des paquebots pétroliers toujours plus nombreux sur les voies maritimes, etc. Malgré ces événements alarmants, rien n'est fait du côté des autorités pour améliorer la situation, bien au contraire. Au mépris des cibles de réduction des gaz à effet de serre, le gouvernement provincial relance le Plan nord et donne le feu vert à la fracturation en Gaspésie et sur l'île d'Anticosti. De son côté, le Fédéral sabre dans les budgets des organisations environnementales, voilant à peine son intention de censurer le désastre en cours, en éliminant les instances chargées de l'enregistrer.

LA CATASTROPHE EN MARCHE

Ces dernières années ont vu l'économie canadienne prendre le chemin d'une dépendance totale aux hydrocarbures, notamment les sables bitumineux albertains. Ce pétrole est à la fois le moins rentable et le plus salissant de tous : au lieu des seize à cent barils produits par baril consommé, comme pour le pétrole conventionnel, les sables bitumineux n'en produisent que quatre. Cela signifie quatre fois plus de dégâts : pour chaque m³ de pétrole produit en Alberta, c'est entre 3 et 5 m³ d'eau qui sont souillés, sans parler des territoires violés et rendus irrécupérables. C'est ce qui est démontré dans de nombreux rapports scientifiques produits par des institutions aussi prestigieuses que la NASA, dont le principal climatologue, James Hansen, souligne que les sables bitumineux renferment deux fois la quantité de CO^2 consommée dans toute l'histoire des États-Unis. Déjà, les tar sands se sont hissés au cinquième rang des entreprises polluantes au niveau planétaire. La boîte de Pandore est ouverte : si nous ne réagissons pas immédiatement, les conséquences seront astronomiques.

> « la lutte contre les projets extractivistes est l'occasion de partager des sensibilités, des complicités et des amitiés qui pourraient se révéler cruciales. »



Les pétrolières et les gouvernements n'entendent pas en rester là. Alors que l'extraction des sables bitumineux annonce une croissance exponentielle au cours des prochaines années, la pression se fait plus grande pour exporter cette boue toxique hors du continent. D'où l'augmentation vertigineuse (28 000% entre 2008 et 2013) des trains-blocs, souvent longs de plus d'une centaine de wagons, transportant ces matières létales à travers le pays, traversant de nombreux secteurs résidentiels, des zones protégées et les précieux cours d'eau qui fournissent l'eau potable aux populations. La catastrophe de Lac Mégantic, malgré sa violence inouïe et ses 47 morts, n'a pas suffi pour ralentir ces convois de la mort. Les autorités se sont contentées de conformer les vieux DOT-111, conçus pour transporter du sirop de maïs, à la norme CPC-1232 (bouclier, protection des valves...) pour les rendre plus résistants - avant que ceux-ci n'explosent à leur tour à Gogama, dans le nord de l'Ontario, en février et en mars 2015. Au total, ce sont neuf trains qui ont déraillé au Canada depuis Lac-Mégantic, en laissant fuir des matières dangereuses, dont cinq qui ont pris feu et explosé. Il semble bien qu'aucune mesure corrective ne soit en mesure de prévenir les dommages collatéraux de l'extractivisme forcené, sauf son arrêt pur et simple.

À peine les familles de Lac Mégantic abordaient-elles leurs deuils, que les pétrolières s'empressaient d'utiliser l'événement pour justifier la construction d'un oléoduc traversant le Québec jusqu'à l'Atlantique. Elles ont omis de mentionner qu'un tel projet, malgré ses risques démesurés, ne diminuerait en rien la quantité de pétrole transporté par rails, si la fracturation du schiste persiste et si l'extraction des sables bitumineux poursuit sa croissance de 40% prévue à l'agenda. L'enjeu est pourtant de taille : au Québec seulement, l'oléoduc Énergie Est traverserait plus de 600 cours d'eau, dont le fleuve Saint-Laurent, qu'il longerait sur plus de 700km. En cas de fuite - et avec trois fois plus d'incidents en 10 ans, on risque de ne pas devoir attendre longtemps -, c'est un quart de l'eau potable de la planète qui serait définitivement souillée. À grand renfort de technologies de pointe, les pétrolières assurent qu'elles pourront détecter toute fuite supérieure à 1,5% du débit. Cela signifie que certaines fuites inférieures à 1,5% seraient indétectables. Conséquemment, avec son débit prévu de 1,1 millions de barils par jour, il suffirait d'une journée pour vomir 2,6 million de litres de pétrole non-raffiné dans les aquifères environnants.

Rappelons que les pétrolières ne sont pas connues pour leur vigilance : en 2010, après qu'une citoyenne ait remarqué une fuite dans un pipeline à Kalamazoo, au Michigan, il a fallu 18 heures pour qu'Enbridge coupe les vannes. Au bout du compte, malgré un investissement colossal (plus d'un milliard de dollars US - dix fois plus cher que pour le pétrole liquide), l'équipe de nettoyage n'a réussi à récupérer que 5% du contenu déversé. C'est que la consistance vaseuse des sables bitumineux, en plus d'exiger qu'ils soient dilués avec des matières hautement volatiles et cancérigènes, comme le benzène, complique lourdement le nettoyage en cas de déversement. Au lieu de flotter comme le pétrole, le bitume enfermé dans les sables lourds coule au fond de l'eau, hors d'atteinte des équipes de nettoyage, pour remonter dans les canalisations à chaque brassée printanière. C'est sans parler du risque d'un déversement sur la glace, scénario à peine prévu par les plans de nettoyage, malgré son risque bien réel à notre époque de grands froids.

Ce que tentent d'imposer les élites politiques, main dans la main avec des entreprises qui n'ont aucun compte à rendre à la population, ce n'est pas seulement le ravage des écosystèmes, l'extinction d'espèces entières et l'assassinat des populations par l'empoisonnement de leur eau potable, mais c'est tout cela en même temps : c'est la fin du monde!

Cette fin, elle se ressent partout aujourd'hui, jusque dans les films catastrophe qui la ressassent à toutes les sauces. Mais cette conscience diffuse de la catastrophe demande encore à être assumée en plein jour. Car si le capitalisme en est rendu à menacer la possibilité même de la vie sur terre pour en tirer des profits, c'est parce qu'il est entré dans sa phase terminale. Et il s'agit pour nous d'éviter qu'il emporte le monde entier dans son suicide. Contre le crépuscule du monde, il faut achever un capitalisme à l'agonie.

LA RÉSISTANCE S'ORGANISE

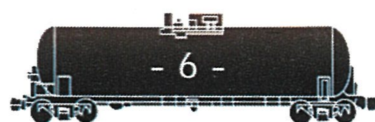
Les objectifs sont clairs et nous ne pouvons pas nous permettre la défaite. Pour bloquer le dangereux transport ferroviaire du pétrole et la construction d'oléoducs





meurtriers, il faut s'en prendre directement à l'extraction des hydrocarbures. Il faut que les hydrocarbures - sables bitumineux, Bakken, gaz de schiste, pétrole de Gaspésie ou Anticosti, etc... , soient laissés dans le sol, là où ils reposent depuis le Jurassique.

Si nous risquons de buter sur des gens, parfois même « de gauche », pour qui « on ne peut pas arrêter le progrès », nous pourrons également compter sur de nombreux alliéEs. De par le monde, les infrastructures pétrolières rencontrent une résistance farouche. Notons que c'est sous la pression populaire, notamment celle des Lakotas des Prairies, que Barack Obama a dû opposer son veto au pipeline Keystone XL. Les peuples autochtones font preuve d'un courage exceptionnel pour défendre leurs territoires, souvent non-cédés, des infrastructures qui représentent une menace directe pour leurs modes de vie ancestraux. Dans l'ouest du soi-disant Canada, par exemple, la nation Unist'ot'en fait usage d'une grande ingéniosité pour bloquer l'avancée de plusieurs pipelines, en construisant des bâtiments sur leurs tracés. L'occupation est également à l'oeuvre dans la Zone à Défendre (ZAD) qui s'oppose à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, en France. Cette stratégie a l'avantage de donner un point d'appui pour attendre l'ennemi de pied ferme, tout en dressant des embûches de taille à l'ouverture des chantiers.



Au « Québec », la résistance populaire est aussi bien en marche, grâce à la coordination d'une multitude de comités locaux et régionaux. Des mobilisations imposantes ont su ralentir l'élan des gaz de schiste et plus récemment mettre un frein aux projets portuaires à Cacouna. La résistance est bien vivante à Sorel, tandis que les projets d'extraction de pétrole à Gaspé et sur l'Île d'Anticosti sont loin de faire l'unanimité. Force est d'admettre que des foyers de résistances émergent partout à travers le continent, voire à travers le monde. En ce sens, le principal défi consiste à articuler et à harmoniser ces luttes sur des bases communes, en favorisant la circulation et la coordination entre ces foyers de résitance, afin que le mouvement né de leur jonction gagne en puissance.

Mais surtout, la lutte contre les projets extractivistes est l'occasion de partager des sensibilités, révéler des complicités et créer des amitiés qui pourraient se révéler cruciales dans les années à venir. Car si la résistance est urgente, elle sera de longue haleine. Si nous respirons le même air, c'est en conspirant de pair que nous pourrons bloquer la catastrophe!

S'extraire du colonialisme

Dans ce que l'empire colonial s'est permi d'appeler le « Canada » et le « Québec », l'extractivisme a spolié et spolie encore les autochtones qui n'ont jamais cédé leurs territoires. Depuis l'arrivée des européen-ne-s, ces peuples ont été dépossédés, pillés et exterminés. Ce rapport entre colonialistes, autochtones et colons se reproduit encore aujourd'hui. Partout où les sables bitumineux passent, partout où ils sont exploités des communautés sont expropriées. Le colonialisme et sa mentalité sont profondément ancrés en nous. Ici et maintenant, dans cette lutte, il faut se débarasser de ce qu'il représente, de ce qu'il impose et de ce qu'il nie. D'importantes résistances ont été élaborées par des autochtones, autant dans l'ouest, où le camp Unist'ot'en contribue actuellement à bloquer les projets pétroliers, que dans l'est, à Elsipogtog, où une communauté Mi'kmaq a combattu dignement une répression sévère des suites d'une bataille contre la fracturation gazière. Se lier à ces luttes et les appuyer par notre solidarité active est primordial afin de composer une résistance déliée du rapport que nous avons construit envers la nature et envers les peuples qui l'habitent et qui l'habitaient avant que nous l'envahissions.

pour plus d'information :
Collectif Ni Québec Ni Canada



Résistances et projets pétroliers en cours

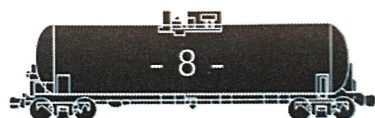
Les gouvernements provincial et fédéral s'engagent massivement auprès des corporations dans le développement de la filière des hydrocarbures, autant au niveau de l'extraction que du transport de ceux-ci. Plusieurs communautés se voient dépossédées de leur milieu de vie. Évidemment, ce saccage se déroule sans consultation des communautés concernées. Voici un compte-rendu des différents projets pétroliers en cours.

EXTRACTION DES HYDROCARBURES : APERÇU D'UNE DÉPOSSESSION

L'attribution des permis d'exploration et d'exploitation répond aux règles édictées dans la loi sur les mines. Une loi spécifique aux hydrocarbures étant en processus au niveau provincial, les projets envisagés sur ces territoires sont actuellement « encadrés » par le règlement sur la protection de l'eau potable (RPEP).

Celui-ci répond davantage aux besoins des pétrolières que des populations concernées. Pour preuve, rappelons-nous qu'afin de procéder à l'extraction par fracturation, il faut injecter des produits chimiques dans le sol. Le dit règlement n'interdit qu'un seul produit, l'alkylphénol, alors que plusieurs autres substances hautement toxiques sont mobilisées dans le processus. Comme la liste des produits demeure secrète durant toute la durée de l'exploitation, selon le même Règlement de Protection des Entreprises Pétrolières, on ne peut prouver le lien entre l'exploitation et la contamination des nappes d'eaux souterraines, une « belle affaire » pour les compagnies.

Un autre exemple d'aberration dans le cadre du RPEP : aux États-Unis, on exige 1600 mètres entre le forage horizontal et la base d'un aquifère, qu'il s'agisse des eaux de surface ou la nappe phréatique. Au Québec, le RPEP fixe la limite à 400 mètres. Sachant que les fractures remontent souvent entre 500 et 600 mètres au-dessus du puits horizontal, il est légitime de croire que contamination des aquifères il y aura.



Si le RPEP n'avait pas été adopté en 2014, aucun forage n'aurait pu être effectué à Anticosti puisque les zones de forage auraient pu être exclues : le shale de Macasty, qui renferme tout le gisement potentiel de l'Île, se situe à peine à plus de 400 mètres sous la nappe phréatique. Le géologue Marc Durand affirme que le RPEP a été conçu sur mesure pour les compagnies.

> « Extraction et transport, les fronts de luttes ne manquent pas puisqu'ils se liguent dans une lutte contre un système entier »

En fait, seul le projet de Gastem à Ristigouche Sud-Est aurait pu être empêché par ce règlement en raison de sa trop grande proximité avec la source d'eau de la municipalité. Ironie du sort, la municipalité fait toujours face à une poursuite de 1,5 millions pour avoir adopté un règlement les empêchant de poursuivre leurs travaux.

Dans l'ensemble de la Gaspésie, les territoires sous permis d'exploration représentent environ 80% de la péninsule. Les deux principales entreprises qui annoncent des projets d'extraction pétrolier de grande envergure dans l'est sont Junex et Pétrolia. Junex possède l'équivalent du quart du territoire gaspésien sous permis d'exploration et a jusqu'à maintenant foré six puits, dont Galt no. 4, le premier secteur de forage duquel elle a extrait du pétrole en 2015. Ce secteur se situe à 20 km à l'ouest de Gaspé. Junex prévoit une trentaine de forages supplémentaires dans le même secteur. Galt no. 5 est quant à lui prévu pour le début de l'été 2015.

> Pour exploiter un gisement de pétrole ou de gaz de schiste, il faut d'abord creuser un puits vertical. On déploie ensuite une extension horizontale dans la section du sol susceptible de contenir des hydrocarbures, le schiste. On injecte enfin des fluides sous haute pression (300 400 fois la pression atmosphérique) pour fracturer le sous-sol et libérer les hydrocarbures difficiles à extraire autrement, puis on draine une partie des liquides de fracturation avec la portion d'hydrocarbures qui remontent à la surface. Une partie des hydrocarbures et du fluide de fracturation peut aussi remonter le long des failles naturelles, contaminant irrémédiablement les sources d'eau potable.

Pétrolia, la principale compagnie d'exploitation au Québec, a terminé le forage horizontal à Haldimand 4 à Gaspé, à quelques centaines de mètres d'un secteur résidentiel, et s'apprête à passer en phase d'exploitation. En 2010, Pétrolia parlait de fracturation hydraulique; en 2014, le président de cette compagnie annonçait qu'il n'aurait pas recours à la fracturation s'il n'y avait pas nécessité en vertu de la rentabilité du projet. La fracturation augmente le débit et les hydrocarbures disponibles dans un gisement, il est donc difficile de croire que Pétrolia n'y fera pas appel. Enfin, le projet Bourque, situé près de Murdochville, vise à extraire du gaz afin de procéder à sa liquéfaction et de le transporter par gazoduc et par bateau jusqu'à la Côte-Nord afin d'approvisioner les compagnies dans le cadre du Plan Nord.

Sur l'Île d'Anticosti, Hydrocarbure Anticosti S.E.C. a foré seulement 5 des 18 puits prévus pour 2015. En 2016, cette compagnie prévoit fracturer dans trois sites.

Par ailleurs, il n'y a toujours pas de moratoire sur le gaz de schiste, malgré la croyance populaire et le fait que le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement ait reconnu qu'il s'agissait d'un plan douteux. Michael Binnion, président de l'Association pétrolière et gazière du Québec estime que « chaque entreprise qui a un projet pourrait vouloir faire un projet pilote », et donc qu'il est difficile pour le moment de déterminer où ceux-ci seraient lancés. Le président du lobby de l'énergie fossile a cependant mentionné les régions de Bécancour et de Lotbinière comme candidate de choix. Il affirme également qu'un projet pilote serait pertinent pour l'élaboration de la règlementation.

TRANSPORT DES HYDROCARBURES

Avec l'exploitation des sables bitumineux de l'Athabaska, des champs pétrolifères du Bakken dans le Dakota du Nord et, plus marginalement, dans le sud de l'Alberta et de la Saskatchewan, le Canada et les États-Unis sont (re)devenus des producteurs majeurs de pétrole à l'échelle mondiale. Cette exploitation nécessite des moyens de transport dont la mise en place a de quoi préoccuper. On dit qu'on obtiendrait un meilleur prix à l'étranger pour «notre» pétrole, d'où l'absurde situation suivante : on exporterait du pétrole alors que le Canada et les USA sont toujours dans la position d'importateurs net. L'opposition farouche à l'ouest et au sud a conduit les joueurs de l'industrie à se tourner vers l'est pour écouler ses surplus de production, d'où l'explosion des projets de construction et d'inversion de pipelines ainsi que la croissance démesurée du transport par train au Québec.



L'inversion de la ligne 9B de l'oléoduc d'Enbridge a été le premier projet visant à écouler le surplus de production des sables bitumineux. À l'origine, Enbridge voulait construire une station de pompage à Dunham, au sud de Montréal, pour inverser le flux de pétrole dans un pipeline déjà désuet. Des photos montrent des sections de pipeline sous l'eau dont les supports sont complètement rouillés et affaissés. Un employé travaillant sur la maintenance de l'actuel pipeline nous a confié que pratiquement toutes les valves de sûreté coulent, au goutte à goutte ou d'un filet continu. Ces valves chargées d'interrompre le flux se situent à tous les trois kilomètres. De plus, l'inversion du pipeline amènerait une pression interne accrue sur la tuyauterie et, corollairement, des possibilités évidentes de ruptures et de déversements. En Nouvelle-Angleterre, les communautés se mobilisaient déjà contre cette inversion, avant même qu'elle ne soit réannoncée publiquement par la compagnie. Au printemps, l'oléoduc 9b d'Enbridge situé entre Sarnia et Montréal sera appelé à subir trois changements majeurs : l'inversement de son flux, une augmentation de 30 % du volume transporté et un changement dans la nature du produit véhiculé. Cette inversion prévue pour la mi-juin est entâchée par le refus d'Endbridge de procéder à des tests

hydrostatiques. Ces tests consistent en l'envoi d'eau à une pression très élevée, permettant ainsi de détecter les failles et fissures qui risquent de mener à des écoulements néfastes.

Le projet Énergie Est de Transcanada prévoit quant à lui la construction d'un pipeline de 4600 km qui partirait de l'Ouest canadien pour transporter le bitume dilué (dilbit) des sables bitumineux vers des terminaux d'exportation et de raffinage à l'Est. Le projet de terminal à Cacouna semble derrière nous, et la baisse fulgurante des prix du pétrole a quelque peu ralenti l'ardeur des promoteurs, mais une rumeur veut que le terminal de Cacouna soit remplacé par un point d'exportation à Baie-des-Sables, près de Matane, ou encore à Lévis. La compagnie doit soumettre un nouveau trajet ce qui occasione un délais qui pourrait bien durer deux ans. La raffinerie de Irving, à St-John au Nouveau-Brunswick, qui importe la grande majorité de son brut, prendrait bien une grande partie de ce qu'on pourrait lui livrer par pipeline. Le projet de Transcanada conserve malgré tout son élan.

La construction d'un pipeline nécessite beaucoup de temps, d'investissements monétaires et, comme il s'agit d'une nouvelle infrastructure, elle suscite une vive opposition. Un pipeline achemine le pétrole dans une direction seulement, ne répondant pas à la logique du « juste à temps » propre au transport d'hydrocarbures : le réseau ferroviaire connectant l'ensemble de l'Amérique du Nord, on peut s'en servir pour acheminer le pétrole au terminal où on obtient le meilleur prix, en construisant un minimum de nouvelles infrastructures. Pour ces raisons, les exploitants du Dakota du Nord ont opté en 2009 pour le transport par train. De 2009 à 2013, on est passé de 20 000 à 800 000 barils de pétrole transportés sur les rails en Amérique du Nord (Canada-USA). Évidemment, les accidents impliquant des déversements d'hydrocarbures augmentent proportionnellement.

Le Canadien National transporte déjà de grandes quantités de brut en direction de la raffinerie de St-John. Le trajet passe par Montréal via Pointe-St-Charles, la rive sud du St-Laurent entre Montréal et Kamouraska, pour fourcher à travers le Témiscouata vers Edmunston. Si le projet de terminal pétrolier de Chaleur Terminals voit le jour à Belledune, dans la Baie-des-Chaleurs, 2 trains de 100-120 wagons de plus par jour emprunteraient ce trajet ou encore continueraient vers Mont-Joli puis bifurqueraient afin de traverser la vallé de la Matapedia.

Les déraillements à répétition dans certains secteurs nous font douter de la qualité des infrastructures actuelles du transporteur canadien et de la morale qui guide ses pratiques. Est-ce qu'on rouvre des secteurs de voie en sachant qu'il y a des risques anormalement élevés d'accidents? Le 14 février dernier, un train du CN a déraillé près de Gogama, dans le nord de l'Ontario, laissant fuir du pétrole qui prend feu. La voie est réouverte rapidement et mène au déraillement, le 7 mars dernier, de 39 wagons qui ont alors pris feu en détruisant un pont, 700 pieds de voie, et en contaminant la rivière adjacente. Le tout s'est déroulé à moins de 40 km du premier accident.



Affiches de Coop Coup d'Griffe, disponible sur appeldelest.org

Si rien n'est fait, les accidents du genre se multiplieront. Le département d'État américain, dans un mémoire déposé lors des audiences publiques à propos du pipeline Keystone XL, prévoit que le transport de pétrole par rail devrait provoquer de 6 à 28 morts par an, et des douzaines de blessé-e-s. Même si on évite les décès directs (par des réductions de vitesse, par exemple), les conséquences environnementales demeurent inévitables. On ne connaît pas de moyen efficace pour récupérer le pétrole dans des conditions où de la glace serait présente, alors que bien souvent ces cargos longent des rivières; on ne peut décontaminer les écosystèmes vulnérables parce qu'enlever la couche de substrat contaminée signifierait malheureusement la ruine complète de l'écosystème à proximité.

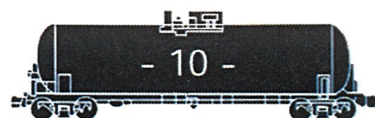
Un an après l'accident de Lac-Mégantic, les analystes gouvernementaux détectaient toujours des sédiments contaminés dans la rivière Chaudière. On parlait de dragage pour terminer la décontamination, mais il n'y a pas de bonne solution suite à un déversement : ou bien enlever une couche de vie qui périclite malgré la contamination, ou bien la laisser reprendre le dessus tant bien que mal sans trop brasser le fond.

Nous mentionnons au passage la mainmise que les pétrolières sont en train d'établir sur les voies férroviaires en écartant les convois passagers et ceux de marchandises. Bref, les inconvénients et les dangers ne manquent pas, et le seul gain est au profit des pétrolières qui peuvent étendre leurs projets dévastateurs de la production à la combustion. Un jeu où les habitant-e-s et particulièrement les autochtones finissent toujours par perdre.

PLUSIEURS FRONTS, UNE LUTTE ENSEMBLE!

Extraction et transport, les fronts de luttes ne manquent pas puisqu'ils se liguent dans une lutte contre un système entier, contre les infrastructures de celui-ci. Il s'agit de luttes pour maintenir les possibilités et les conditions nécessaires à la vie. En arrière plan, notre lutte se dresse également afin que l'on se dote d'infrastructures de transition, des infrastructures qui inspirent autre chose que la peur et la catastrophe imminente. Dans plusieurs cas, leurs projets ne sont pas encore concrétisés : ils n'ont pas encore gagné et l'heure de notre opposition a sonné afin que nous bloquions les projets qui ne se sont pas encore concrétisés.





Pour voir le calendrier, s'inscrire sur la liste de diffusion, télécharger du matériel et plus:

appeldelest.org

Les lutte pour la dignité des communautés et pour éviter la catastrophe climatique exigent des alliances, une diversité d'approches, des tactiques efficaces. Aussi que l'on apprenne à se connaître et à se faire confiance, gens des villes et des campagnes, autochtones et colons. Il nous faut s'apprivoiser, s'écouter, parfois se déconstruire, et ce ne sera certainement pas sans heurts. Il paraît que la perfection ne doit pas être un obstacle au possible...on essaie?